



Une perspective sur l'opération *Inherent Resolve*

A. RED CARD HOLDER

Officier à la Force aérienne belge, *A. Red Card Holder* (pseudonyme, en raison de sécurité) est un ancien pilote de combat comptabilisant plus de deux mille heures de vol sur F-16. À l'issue de ses années de service en unité, il a rempli diverses fonctions d'état-major et a servi, à plusieurs reprises déjà, en qualité d'officier de liaison lors de l'engagement d'un détachement de F-16 belges sur un théâtre d'opération.

Op 1 oktober 2014 hebben de Belgische F-16's hun eerste zending in het kader van de strijd tegen ISIL (Islamitische Staat in Irak en de Levant) uitgevoerd binnen de door de VS geleide coalitie. Luitenant-kolonel vlieger Red Card Holder was de eerste Belgische verbindingsofficier verantwoordelijk voor de opvolging van onze strijdkrachten boven Irak. Tot op heden zijn er nog altijd zes toestellen en een detachement van meer dan 100 manschappen ontplooid in de regio; het mandaat loopt voorlopig nog tot eind juni 2015. De luchtoperaties worden in de Golfregio aangestuurd vanuit een commandocentrum gekend onder de naam AFCENT (Air Forces CENTral region). Als verbindingsofficier in deze organisatie diende de auteur een essentiële rol te spelen bij de inzet van onze toestellen, onder andere voor wat betreft de legitimiteit, rekening houdend met het door de politieke macht toegekende mandaat.

Au début de septembre 2014, le président Obama s'adressa au peuple américain afin d'exposer sa stratégie visant à combattre le réseau EIIL (État islamique en Irak et au Levant) par le biais de la force militaire. Dans son message, l'accent fut mis sur le fait que les États-Unis souhaitent démarrer un effort multinational avant tout, ouvrant ainsi la porte à tout allié circonstanciel et l'invitant à se joindre à la coalition sous commandement américain. L'opération *Inherent Resolve* (OIR) était née.


LE CADRE STRATÉGIQUE

L'État islamique (EI), aussi connu sous le nom d'EIIL ou *Daesh*, est une organisation regroupant un large réseau de fanatiques partageant une vision extrémiste de l'islam. À sa tête, on retrouve le dénommé Abou Bakr al-Baghdadi, personnage autoproclamé « calife » de cet état virtuel. L'EI profite depuis plusieurs années déjà du désordre politique et humanitaire qui règne dans une majeure partie de la Syrie et de l'Irak. C'est grâce à l'arrivée de combattants issus de toutes origines, en plus d'un nombre important de transfuges des rangs militaires syriens et irakiens, que l'EI a conquis une large bande de territoire reliant Alep à Falloujah. La mainmise sur l'Irak est impressionnante. Forte de quelque 250.000 hommes, l'armée irakienne n'a pas été en mesure de résister à la pression d'un groupe rebelle dont les estimations chiffrent les effectifs entre 7.000 et 30.000 hommes. La conquête de villes comme Mossoul et Baïji, zones riches en ressources naturelles, n'a fait qu'accroître le sentiment de défaite en Irak.

À l'issue de la Deuxième guerre du Golfe, après la destitution de Saddam Hussein, la coalition mise en place à l'époque avait tenté d'instaurer un appareil politique stable et une armée apte à défendre les intérêts de la nation, toutes origines confondues. L'Irak a depuis toujours connu une subdivision ethnique marquante et des conflits d'intérêts entre sunnites, shiites et Kurdes. Ce déséquilibre interne n'a en rien consolidé ni le gouvernement irakien, ni l'armée irakienne face à la montée en puissance de l'EI. Aux yeux du monde entier, la situation humanitaire de cette région s'est détériorée au point d'atteindre un

seuil critique dans l'opinion publique américaine à la suite de l'exécution par égorgement de deux de ses journalistes à la fin de l'été 2014. Faute de mandat résultant d'une résolution des Nations unies, la communauté internationale n'a jamais été en mesure d'initier une contre-offensive pour renverser l'EI.

Ce qui différencie le cadre opératif en Irak par rapport à celui de la Syrie relève des domaines juridique et politique surtout. L'Irak est un État reconnu par la communauté internationale et qui a fait appel, par le biais des États-Unis, aux puissances étrangères pour lui venir en aide dans sa lutte contre l'EI. La Syrie,

The image shows the silhouettes of several fighter jets, likely F-15s, flying in formation against a bright, hazy sky at sunset or sunrise. The jets are positioned in the upper half of the frame, with their wings and tails clearly visible against the light background. The overall tone is dramatic and military.

par contre, se trouve au banc des accusés aux yeux d'une partie de cette même communauté internationale à la suite des exactions du régime de Bachar-el-Assad qui refuse encore et toujours toute ingérence étrangère dans ce qu'il considère être un problème relevant de la souveraineté nationale. À défaut de résolution des Nations unies, aucune des puissances mondiales ne s'oppose néanmoins à l'effort mené par les États-Unis à travers l'opération Inherent Resolve. L'étiquette humanitaire est certes mise à l'avant-plan, mais il en va surtout du risque sécuritaire dans le monde, dans l'hypothèse d'une expansion de l'EI au-delà des frontières de la Syrie ou de l'Irak.

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

24

Inherent Resolve se veut avant tout être une opération cadrant dans le concept OSP (opération de soutien à la paix). Il ne s'agit pas ici de mettre en œuvre une puissance militaire étrangère sur le territoire occupé par l'EI pour l'en chasser, mais bien d'assister l'armée régulière irakienne par tous les moyens possibles afin qu'elle soit en mesure par elle-même de repousser l'ennemi et de stabiliser le territoire national sur le long terme. Toute la nuance est là : cette approche intègre très certainement les leçons du passé retrouvées dans les archives du Pentagone, mais elle traduit surtout la volonté de la plupart des pays de la coalition de ne pas vouloir remettre à risque la vie de leurs soldats sur un sol étranger après des années de campagne contre les talibans en Afghanistan.

L'arme aérienne illustre toutes ses caractéristiques dans ce contexte. Elle ne requiert pas de présence sur le sol irakien ou syrien. Sa flexibilité, son rayon d'action, sa versatilité et sa puissance de feu en font les atouts indispensables à l'appui de l'armée irakienne dans sa manœuvre progressive de reconquête du territoire. Vaincre l'ennemi, c'est aussi le combattre par l'emploi de vecteurs dont il ne dispose pas, et surtout au travers d'une dimension qu'il ne contrôle pas : la troisième dimension. Les avions de la coalition frappent les combattants de l'EI sur les points clés que ces derniers contrôlent. Ces opérations servent à préparer le champ de bataille et ont pour seul but de réduire la résistance que les forces irakiennes devront affronter dans leur avancée. Cette stratégie est payante : Zumar et les monts Sinjar ont été repris par les forces peshmergas kurdes, Baiji et sa raffinerie sont à nouveau aux mains de l'armée irakienne et Bagdad est de moins en moins menacée. Tikrit et Mossoul sont les prochains objectifs stratégiques.

Et les civils dans tout cela ? Une autre leçon du passé : on ne reconstruit pas un pays en bombardant ses infrastructures, voire sa population, même en toute légitimité. Les civils sont au cœur du processus de ciblage, qu'il soit planifié ou dynamique. Tout emploi de munitions qui risquerait de causer des dommages collatéraux non discriminés ou disproportionnés est tout simplement proscrit.

Une opération telle que *Inherent Resolve* est basée sur un plan de campagne interarmées (*joint campaign plan*). C'est à Tampa aux États-Unis, plus particulièrement au CENTCOM (*Central Command*), que ce plan de campagne a été dessiné initialement et est maintenu à jour. Les nations qui disposent d'officiers de liaison au sein de ce commandement sont invitées à participer à l'élaboration de ce plan de campagne (*campaign design*). La Belgique dispose d'un officier

de liaison à Tampa depuis qu'elle s'est engagée au sein de l'ISAF, mais ce rôle s'est, jusqu'ici, toujours limité aux tâches de liaison, pas à un rôle actif dans la planification de la mission. En régime, les attributions du CENTCOM vont être progressivement transférées vers un autre commandement, celui du LANDCENT au Koweït. Ce transfert de responsabilités est un choix politique et militaire. Les opérations au cœur de la réussite d'OIR sont celles de l'armée irakienne, celle-ci opérant au travers d'une grande manœuvre terrestre sous le regard et les conseils de la coalition. Les quelques forces terrestres étrangères présentes sur le sol irakien exercent en pratique ce regard et dispensent ces conseils, les forces aériennes en assurent la protection et la préparation du champ de bataille. Selon la doctrine traditionnelle des opérations militaires, on retrouve ici un schéma de relation de subordination horizontale où le commandant terrestre est appuyé par ceux des forces aérienne et maritime (*supported vs supporting commander*). C'est dans cette configuration que le Pentagone a décidé de mettre LANDCENT à la tête de la coalition et de nommer son commandant au poste de *Joint and Combined Force Commander*.

Dans ce rôle d'appui, l'arme aérienne se doit dès lors de couvrir les objectifs suivants : détecter, rapporter, puis engager. La détection de toute présence d'EIL dans la zone d'opération se fait par l'emploi des vecteurs ISR aériens (*intelligence, surveillance and reconnaissance*). Le rapportage canalise le renseignement vers deux centres d'opération sur le sol irakien : le JOC (*Joint Operation Center*) de Bagdad – au centre de l'Irak – et celui d'Erbil dans la province kurde. C'est au sein de ces JOC que s'effectue la liaison avec l'armée irakienne et les combattants peshmergas, cette étape étant indispensable avant de finaliser une décision d'engagement exempte de tout risque de feu fratricide. Les JTAC (*joint terminal attack controller*) effectuent leur travail à partir de ces deux JOC, leurs yeux sont ceux des Predators, Rapiers et autres drones US qui patrouillent le ciel irakien et syrien ; c'est une différence fondamentale par rapport à la stratégie encore récente pratiquée en Afghanistan. L'engagement, étape ultime du processus offensif, a donc lieu sous la direction de ces mêmes JTAC, le tout sous le contrôle du centre de commandement aérien US de l'AF-CENT et donc aussi des officiers de liaison étrangers sur place qui exercent leur responsabilité de red card holder des nations respectives.

Cette politique d'emploi de l'arme aérienne est de fait compréhensible, mais elle ne permet pas d'en exploiter tous les avantages. L'autorité d'engagement (*target engagement authority*) étant une responsabilité du commandement terrestre, le cycle parcouru depuis la détection jusqu'à l'emploi des armes en est d'autant plus long et plus difficile ; c'est donc un frein indubitable qui inhibe la

rapidité et la flexibilité de l'emploi de l'arme aérienne. Une autre conséquence de ce choix de l'autorité d'engagement limite la portée, la persistance et le rayon d'action de l'arme aérienne. En pratique, beaucoup de moyens sont mis en œuvre pour desservir un besoin tactique localisé, et donc d'un effet à court terme, aux dépens des besoins opératifs du théâtre beaucoup plus rentables mais qui eux ne se concrétisent qu'à plus long terme. On retrouve ici la fameuse dualité de perception doctrinaire qui a depuis longtemps déjà fait débat entre les commandants terre et air selon leur perspective individuelle sur les priorités du combat. Dans la sphère du commandement aérien, les décideurs se veulent néanmoins rester fidèles aux principes de base établis par les plus grands penseurs de la doctrine de l'arme aérienne, tels que Boyd, Douhet, Warden ou Mitchell. Même si ces derniers ne partagent entièrement les mêmes idées, ils se sont par contre bien accordés sur le fait que la force de frappe par la troisième dimension se doit d'être utilisée comme un ensemble cohérent qui dessert ses propres objectifs plutôt que de se limiter à assister ponctuellement ceux des autres. Cette philosophie ne se veut pas contraire à l'esprit de *jointness*, elle traduit plutôt un souci d'assurer une mise œuvre optimisée de moyens qui ne sont disponibles qu'en quantité limitée, certainement à notre époque.

Il y a cependant des exceptions à la règle. Le ciblage demandé par le commandant terrestre n'est pas seulement de type réactif (car lié aux mouvements des troupes



© MMT/Defense

irakiennes sur le terrain), il peut également être de type anticipatif. Mieux connue sous le label de *shaping by air interdiction*, cette pratique consiste à utiliser l'arme aérienne avant que ne s'exécute une manœuvre terrestre contre l'ennemi. Dans ce cadre, les avions de la coalition ont eu l'occasion d'attaquer des cibles telles que des centres de production d'explosifs improvisés, des positions fortifiées de l'EI, des convois de djihadistes et autres concentrations de troupes formant une menace pour l'armée irakienne, voire pour sa population. C'est bien dans ce genre de mission que l'arme aérienne retrouve le meilleur rapport de coût-efficacité, et ce dans un véritable esprit de *jointness*.

LA DIMENSION BELGE

Cette mise en œuvre de nos F-16 belges au sein d'une coalition multinationale contre l'EI a donné, une fois de plus, la confirmation du bien-fondé de notre doctrine d'emploi et d'entraînement au niveau national. Revenons un instant sur les lignes de force de cette doctrine : le concept multirôle pour nos pilotes permet d'engager l'ensemble des escadrilles sans distinction de spécialité ; la standardisation de l'entraînement a pour avantage de normaliser procédures et méthodes (ou TTP dans le jargon OTAN : *Tactics, Techniques and Procedures*), ce qui permet une mixité de personnels provenant d'unités différentes ; le programme d'entraînement permanent de nos troupes garantit une disponibilité opérationnelle sans discontinuité ; l'alignement sur les procédures et méthodes de l'OTAN nous garantit une interopérabilité multinationale ; et finalement, les plans génériques de contingence rendent possible un déploiement d'un détachement complet endéans des délais exprimés en jours, non en mois... N'oublions pas que cette doctrine est l'aboutissement de plus de vingt années d'expérience acquise en opérations expéditionnaires : l'histoire nous ramène en 1991 lorsque nos Mirages V avaient été déployés dans l'est de la Turquie pour une opération... contre l'Irak, dans le cadre de la Première guerre du Golfe !

D'autre part, le niveau d'engagement belge ne doit pas donner lieu à un complexe d'infériorité par rapport aux plus grandes nations. Que ce soit traduit par le nombre d'avions déployés ou par les heures de vol effectuées sur zone, notre pays se situe dans la norme de l'effort moyen revendiqué au sein de la coalition. En octobre 2014, alors que cette dernière se formait progressivement, la Belgique contribuait certains jours à concurrence de 10 % du plan de vol opérationnel. Par la suite, de nouvelles nations se sont progressivement raccrochées au train des opérations et ce taux s'est depuis stabilisé autour d'une valeur de 5 %. La loi des petits nombres est certes de mise, mais ce sont ces petits nombres qui

donnent lieu à un grand ensemble : celui d'une force de frappe aérienne multinationale qui se veut efficace et déterminée.

28

Une autre tendance qui se concrétise au fil des opérations aériennes de ces deux dernières décennies est celle de la prédominance de l'armement de précision. Les bombes guidées laser ont connu leur avènement lors de la Première guerre du Golfe pour atteindre l'apogée lors de l'opération *Allied Force* au Kosovo en 1999. Depuis lors, ce sont les munitions guidées par GPS qui font progressivement office de norme. Leur maturité technologique est désormais démontrée tant en caractéristiques de précision que de fiabilité technique. Les JDAM (*joint direct attack munitions*) et toutes leurs variantes utilisant le même type de guidage apportent une nouvelle dimension dans la sphère opérationnelle aérienne, la Belgique n'y échappe pas. Notre doctrine actuelle privilégie l'utilisation presque exclusive de ce type de munition aux dépens du guidage laser. Facilité d'emploi, entraînement simplifié, mais surtout capacité par mauvais temps en sont les atouts majeurs. Le bémol réside dans le fait que seules les grandes nations sont en mesure de générer des coordonnées de ciblage en précision voulue pour leur utilisation. Sans survol, sans mesure autonome par nos F-16 et ce, dans de bonnes conditions météorologiques, la Belgique reste tributaire de ses partenaires qui disposent d'un segment satellitaire assurant une détection, identification mais surtout une géolocalisation fiable des cibles ennemies. Ce facteur ne se veut néanmoins pas incontournable, *in fine* notre pays s'inscrira toujours au sein d'une coalition pour effectuer de ce genre d'opérations. À ce stade, les statistiques belges confirment clairement la prédominance des JDAM : trois munitions sur quatre larguées par nos F-16 utilisent le guidage GPS, les variantes à guidage laser étant réservées de préférence aux cibles mobiles.

UNE PATIENCE STRATÉGIQUE OU UNE STRATÉGIE DE LA PATIENCE ?

Le plan de l'opération *Inherent Resolve* est, comme souvent le cas dans des opérations militaires, basé sur une série d'hypothèses. L'art du commandement consiste à adapter ce plan à la réalité des faits sur le terrain, c'est un exercice d'analyse et de jugement. Une caractéristique de cette épure qui ne relève cependant pas de l'hypothèse est celle de la durée des opérations : il ne fait aucun doute que le gouvernement irakien mettra beaucoup de temps à regagner le contrôle total de son territoire. La première phase inscrite dans la stratégie militaire est celle de la récupération des points vitaux du pays : les villes clés, l'infrastructure pétrolière et autres sites vitaux de l'Irak. C'est à cela qu'œuvre l'armée pour l'instant, les phases suivantes sont celles de la stabilisation et de la

reconstruction. Sur l'ensemble du parcours qui mène à la récupération d'un Irak sécurisé et autonome, la menace de l'EI restera un obstacle permanent. Vaincre un ennemi fanatisé à l'extrême, infiltré sur une majorité du territoire et qui se régénère en permanence par l'afflux de nouvelles recrues endoctrinées issues des quatre coins du globe n'est pas tâche aisée. Le succès de cette mission sera, au point de vue opératif, fonction de l'efficacité du travail de l'armée irakienne. Au travers d'un regard plus stratégique, il sera surtout lié à l'art de la patience, l'EI n'étant pas un ennemi qui se prête à une approche « *Blitzkrieg* ». Il ne fait dès lors aucun doute que la longueur de temps est inscrite dans la stratégie adoptée de concert entre les gouvernements américain et irakien.

CONCLUSIONS

L'opération *Inherent Resolve* n'en est qu'à ses débuts. L'effort visant à vaincre un ennemi non conventionnel sur des territoires aussi vastes et hétérogènes que ceux de l'Irak et de la Syrie sera de longue durée. L'expérience de l'Afghanistan reste ancrée dans la mémoire des stratèges militaires, la guerre contre l'EI peut être perçue, somme toute, comme une variante de celle menée contre les talibans.

L'arme aérienne démontre une fois de plus son habilité à s'adapter aux spécificités de l'environnement tactique dans lequel elle est amenée à produire des effets. En même temps, elle confirme le bien-fondé stratégique de la doctrine de base établie par ses penseurs originaux. Son utilisation en masse avec le bon choix de ciblage sont les ingrédients de base d'une recette à succès. *Inherent Resolve* n'en est pas un modèle de démonstration par les faits au vu des objectifs et contraintes stratégiques qui sont d'application, mais elle n'en est pas l'antithèse non plus. N'est-ce pas là toute la dimension du réalisme qui sépare la théorie de la réalité ?



Mots clés : État islamique, arme aérienne, F-16 belge